

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

EURO-COMMUNISME ET SOVIETO-COMMUNISME

de VITTORIO PONS

Dans la grande offensive stratégique pour la conquête marxiste du monde, le parti communiste italien confirme son rôle tactique d'avant-garde et de pénétration dans le monde occidental.

Le même jour de février dernier, où, à Madrid, le responsable des relations extérieures du parti, M. Pajetta, devait prendre la parole à une réunion de socialistes et de communistes de douze pays européens, à Rome, l'hebdomadaire «*Panorama*» diffusait une lettre confidentielle adressée, peu avant Noël, par M. Brejnev à M. Berlinguer. La lettre est très dure car elle accuse le Secrétaire du communisme italien d'ingérence dans les affaires intérieures de la Pologne et lui demande de se désolidariser «des forces qui ont déclenché dans ce pays une offensive contre le socialisme». Si le contenu de la lettre concerne les partis communistes et leur doctrine, la publication de cette lettre confidentielle réservée à la seule direction du parti italien, est un

acte machiavélique de diplomatie politique.

En effet, à la réunion des partis socialistes et communistes européens à Madrid, M. Pajetta lance un vibrant appel (qui au fond est un rappel) à la nécessaire unité d'action entre les deux écoles marxistes, si l'on veut sauvegarder la détente, si l'on veut bloquer la course au réarmement déclenchée par la nouvelle administration Reagan, si l'on veut redonner à l'Europe un rôle actif en dehors de la logique néfaste des blocs et si l'on veut empêcher que la politique mondiale ne soit le monopole des USA et de l'URSS.

C'est pour donner à ce plaidoyer un accent de sincérité et pour démontrer que les communistes italiens sont avant tout des euro-communistes et non des soviéto-communistes, que le même jour, le 14 février, comme par hasard, se produit à Rome la fuite - inexplicable pratiquement - de la lettre confidentielle de M. Brejnev enfermée dans le coffre du siège du parti.

«SCENEGGIATA» A MOSCOU

Le parti italien veut convaincre qu'il y a une différence profonde entre sa politique et celle du grand parti frère soviétique, différence qui semble paraître évidente, non seulement dans les tracasseries qu'a encourues le même M. Pajetta à Moscou lors des séances du dernier Congrès du parti communiste de l'Union soviétique, mais aussi et surtout dans les déclarations faites par M. Brejnev sur l'euro-communisme à ce même congrès.

Avec la publication de la lettre de M. Brejnev, avec les péripéties moscovites et avec ses contacts très étroits au plus haut niveau de l'Internationale Socialiste, dont le président est l'ancien chancelier allemand, M. Brandt, le parti italien cherche à entrer, tout au moins comme «observateur actif», dans l'Internationale Socialiste et cherche ainsi, une fois de plus, à être accrédité de l'*image démocratique* dont il a toujours besoin pour devenir en Italie un parti de gouvernement.

LES ERREURS DE L'ADMINISTRATION CARTER

La reconnaissance de cette image démocratique, le parti communiste italien l'avait presque obtenue en 1977 par l'administration Carter comme le révèle, ces jours-ci, le politologue italien M. Achille Albonetti (ancien chef de cabinet d'un des vice-présidents de la Commission Européenne de Bruxelles) dans une analyse très documentée publiée dans le n° 9 de «*Il Settimanale*» de Milan. Rappelant que, cette année-là, M. Andreotti était chef du gouvernement italien et que M. Gardner était Ambassadeur des USA à Rome, M. Albonetti écrit textuellement que «l'attitude de Carter, Vance et Brzezinski et leurs représentants en 1976 et 1977 ne fut pas sans contribuer à rendre plus difficile la lutte pour la survie de la démocratie en Italie».

L'EQUIVOQUE DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

En tout cas, même s'il n'est pas encore membre de l'Internationale Socialiste, le parti communiste italien a déjà ses lettres de créance auprès de certains partis so-

cialistes européens. Par exemple, le S.P.D. allemand. Ce fut par le truchement des communistes italiens que M. Brandt établit jadis ses contacts avec les dirigeants communistes de la République Démocratique Allemande pour fixer les premiers jalons de son *Ostpolitik*.

C'est, d'autre part, sur l'exemple de la «politique» du parti communiste italien que le député S.P.D. Karsten Voigt a déclaré qu'«aucune stratégie anti-capitaliste n'est possible en Europe occidentale s'il n'y a pas une action coordonnée de toutes les forces socialistes, des partis et syndicats d'inspiration communiste et des courants de gauche des partis chrétiens, notamment en France et en Italie».

Poursuivant, depuis des années, le but de devenir membre ou «observateur actif» de l'Internationale Socialiste, le parti communiste italien a, depuis 1978, établi des contacts réguliers avec le parti travailliste anglais. Cette année-là M. Pajetta avait été invité au Congrès de Blackpool. Depuis lors le *Labour Party* a porté au pouvoir les leaders de son aile gauche, voté un programme de désarmement unilatéral de la Grande-Bretagne basé sur un rapport de la «Commission Brandt» et réorganisé les structures de son organigramme où les syndicats obtiennent 40% des voix et assurent ainsi la permanence de l'aile gauche aux leviers de commande.

FRANCE: ELECTIONS PRESIDENTIELLES

Dans les prochaines semaines se déroulera en France une vaste campagne politique pour l'élection du président de la République. Les *mass-media* nous montreront les acteurs sur la scène. Mais dans les coulisses se développera une intense activité. Qui peut exclure que suite aux rapports Mitterrand - Brandt et aux contacts Brandt - Berlinguer un certain nombre de communistes-de-base français ne soient pas amenés à voter pour le candidat socialiste lors du premier tour? Peut-on oublier que des centaines de milliers de travailleurs d'origine italienne sont plus enclins à prendre au sérieux l'attitude louvoyante de M. Berlinguer que celle tonitruante de M. Marchais, d'autant plus que celui-ci a lancé ses anathèmes contre les travailleurs étrangers? Ces travailleurs français d'origine italienne n'é-

taient-ils pas eux-mêmes des travailleurs étrangers il y a quelques années, ou ne sont-ils pas fils de travailleurs étrangers? Les communistes italiens acquerraient des mérites auprès de M. Mitterrand, qui est vice-président de l'Internationale Socialiste, et qui serait amené à donner son feu vert à M. Berlinguer dans l'organisation présidée par M. Brandt.

LE P.C. ITALIEN, AVANT-GARDE DU KREMLIN

Forcer l'entrée du P.C.I. dans l'Internationale socialiste fait partie du plan stratégique de la conquête marxiste du monde. D'autre part, le fait qu'à la tête de la France puisse se trouver un président «ami» fait aussi partie de ce plan. Nous ne croyons pas nous tromper en présumant que si les communistes avec leur vote - ou leur abstention - pouvaient faire la décision dans l'élection du Président de la République française, leur vote sera dicté par la stratégie mondiale de l'U.R.S.S.

Lentement, et sûrement, le parti communiste italien - qui, en 1969 fut le premier parti communiste à avoir ses représentants au Parlement Européen - accomplit sa tâche d'avant-garde du communisme léniniste en Europe occidentale. Jusqu'à maintenant, il a appliqué fidèlement la règle marxiste du *centralisme démocratique* et dans toutes les grandes questions de politique internationale, il a suivi les lignes directrices du *Kremlin dans les faits*, même si dans ses proclamations il affirme un esprit frondeur. Toutefois, qui pourrait exclure une éventuelle rupture entre les communistes italiens et les communistes de l'Union soviétique suite à un possible - voire probable, à terme - durcissement moscovite en Pologne? Cela a été déjà le cas des communistes yougoslaves et des communistes chinois. Une telle rupture, toutefois, donnerait-elle une image démocratique au parti communiste italien?

V.P.

Paneuropa, mars 1981

EN 1985

LE PASSEPORT EUROPEEN SERA REDIGE EN TROIS LANGUES

Les pays de la Communauté européenne ont adopté une présentation uniforme pour le passeport européen, qui entrera en vigueur en 1985. De couleur grenat, ce passeport portera sur la couverture l'emblème du pays et, inscrits dans la langue de chaque pays, la mention «Communautés européennes» et le nom du pays en caractères de même dimension .

Les ministres des affaires étrangères de la Communauté, qui ont pris cette décision le 17 mars, n'ont pu toutefois régler tous les détails de présentation des renseignements figurant à l'intérieur du passeport, telles la couleur des yeux et la taille du détenteur. Les rubriques du document devraient être écrites en trois langues: français, anglais et la langue du pays.

LE CONSEIL EUROPEEN DE MAASTRICHT

«Une série de monologues dans un climat de désillusion» ce commentaire désabusé d'un haut fonctionnaire néerlandais illustre bien l'ambiance qui régnait à Maastricht, à l'issue du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté. Certes, les «Dix» ont évité la rupture, notamment sur la pêche. Mais ils n'ont en aucune manière réussi - le cherchaient-ils vraiment? - à sortir de l'impasse la plupart des dossiers litigieux qui bloquent actuellement les travaux européens. Chaque pays a réaffirmé l'intérêt qu'il portait à telle ou telle question - prix agricoles pour la France, taux d'intérêt pour les Belges, pêche et sidérurgie pour les Allemands... - Mais sans vouloir avancer d'un pas dans la recherche d'un compromis.

ON A EVITE LE PIRE

Le sommet s'est terminé sans que soient prise de décisions importantes dans quelque domaine que ce soit. En rentrant chez eux, les chefs d'Etat et de gouvernement peuvent tout juste se féliciter d'avoir réussi à éviter le pire, c'est-à-dire que ne se dégradent encore un peu plus les rapports entre les Etats membres de la Communauté. C'est sans doute, d'ailleurs, le risque de voir la situation évoluer dans un tel sens qui les a incités à réaffirmer leur attachement à une Europe communautaire. Les conférences des jours prochains vont constituer une sorte de test pour les pays du Marché commun.

D'une façon générale, dans le domaine économique et social, le Conseil européen a accepté le programme d'action présenté par

le président de la République Française. On va donc encourager les investissements productifs, créateurs d'emplois, et ouvrir un dialogue avec les Etats-Unis sur le niveau des taux d'intérêt. Ceux-ci sont trop élevés, et cet argent trop cher entrave le développement de l'activité économique générale. Le Premier ministre néerlandais a reconnu que, dans les mois à venir, *«il va falloir tenter de modérer au maximum les coûts à la production, et aussi prévoir des limitations des ressources et des revenus»*.

Toutes les actions en faveur de l'emploi et pour diminuer le chômage devront être approfondies et coordonnées par les ministres compétents dans les semaines qui viennent.

Le chefs d'Etat et de gouvernement ont estimé qu'ils ne pouvaient se séparer sans

avoir pris position sur les grands problèmes internationaux.

LES DIX SUR LA POLOGNE

A défaut de s'accorder sur les problèmes de la Communauté, les Dix se sont entendus sur des prises de position - qui ne sont pas de pure forme - concernant les grandes crises internationales. En premier lieu, sur la Pologne.

Au moment où les Dix siégeaient à Maastricht, la tension dans ce pays parvenait brusquement à un paroxysme: tout semblait possible, y compris les plus sérieux affrontements. Il apparaît de plus en plus que «l'incident de Bydgoszcz» a été un tournant de la crise polonaise.

Ce qui se passe en Pologne intéresse l'Europe tout entière, celle de l'Est naturellement, et, à Moscou comme ailleurs, on a suffisamment insisté sur le rôle fondamental de ce pays dans le dispositif socialiste. Celle de l'Ouest aussi, car une Pologne pacifique et stabilisée sur les plans économique et social est un élément essentiel de l'équilibre européen.

Tout le problème, malheureusement, est de savoir si les Polonais peuvent encore surmonter des contradictions internes de plus en plus aiguës. Comme toujours dans ces situations, les modérés (cette fameuse «alliance des gens de raison») sont en train de se faire grignoter par les extrémistes des deux bords. Le général débordé dans les instances du parti, M. Walesa dans celles de Solidarité.

Comparés à cet immense problème qui concerne la vie même de tout un peuple et la paix en Europe, les difficultés entre les Dix paraissent mineures et terre à terre. Il ne faut pas pour autant les négliger, car elles mettent les gouvernants au pied du mur sur des problèmes vitaux pour leurs populations. Il est facile de parler d'égoïsmes nationaux; les Français, les Anglais, les Allemands vivent aussi de pain ... et de poisson.

L'important est que les intérêts sectoriels ou nationaux puissent être transcendés par une volonté commune à l'égard du monde extérieur.

Voici le texte de la déclaration des «Dix» sur la Pologne:

«Le Conseil européen réaffirme sa position sur la Pologne, telle qu'il l'a exprimée dans sa déclaration du 2 décembre 1980. Cette déclaration garde aujourd'hui toute sa valeur. Le Conseil constate que la Pologne a montré qu'elle est capable de faire face à ses problèmes intérieurs elle-même dans un esprit de raison et de responsabilité. C'est l'intérêt du peuple polonais que la Pologne puisse continuer à le faire d'une manière pacifique et sans ingérence extérieure. C'est aussi l'intérêt de la stabilité en Europe. Le Conseil suit avec une grande préoccupation les développements récents en Pologne. Il souligne l'obligation pour tous les Etats signataires de l'acte final de Helsinki d'organiser leurs relations avec la Pologne sur la base de la stricte application de la charte des Nations unies et des principes de cet acte final».

«Le Conseil européen a entendu le rapport oral de M. Genscher sur son récent voyage en Pologne. Le Conseil européen rappelle que les Dix ont déjà répondu à la demande de soutien économique exprimée par la Pologne, soit individuellement soit dans le cadre communautaire. Ils sont disposés, dans la mesure de leurs possibilités et en collaboration avec d'autres, à poursuivre leur contribution au redressement de l'économie de la Pologne de manière à seconder les efforts du peuple polonais lui-même».

«Ils soulignent que toute autre attitude aurait des conséquences extrêmement graves pour l'avenir des relations internationales en Europe et à travers le monde. Compte tenu de la situation actuelle, le Conseil européen manifeste sa compréhension à l'égard des demandes polonaises, visant à obtenir des fournitures supplémentaires de produits alimentaires. Il invite la Commission et le Conseil, en accord avec les pays partenaires qui participent déjà aux travaux à Paris, à examiner ces demandes le plus rapidement possible. Il demande au Conseil, à la Commission et aux Etats membres de statuer d'urgence sur leur participation à cette action».

ECC STATES SEEK POLITICAL UNITY AS ECONOMIC PROBLEMS WORSEN

by PAUL LEWIS

At their semiannual meeting the leaders of the 10 countries of the European Economic Community showed that the main thrust of Europe's postwar drive for unity was now shifting from the economic to the political sphere.

After two days of top-level discussions, they failed once again to settle a long-standing and acrimonious dispute over fishing rights in each other's coastal waters, and instead resolved merely to «decide to decide quickly» (Valéry Giscard d'Estaing).

But the European leader sought to conceal this setback behind a barrage of statements on Poland, Afghanistan, the Middle East and other world trouble spots intended to represent the first expression of a common «European» foreign policy, which already promises to differ on some important issues from that of President Reagan.

By leaving the fishing issue unresolved, Europe's leaders showed the extent to which record unemployment and the Continent's generally darkening economic prospects were making it almost impossible for them to make even the small financial compromises needed to integrate their economies.

In recent months, the Common Market countries have found themselves locked in a series of bruising quarrels over such matters as subsidizing steel industries and the mounting costs of their protectionist farm policy, which suggests to many observers that their quest for economic integration is running out of steam.

«Our community faces its most difficult years», Gaston Thorn of the EEC Executive Commission, warned last month.

The Common Market countries are already committed to introduce their own Middle East initiative later this year, which seems certain to recommend a greater role for the Palestinians in any Middle East

peace agreement than the United States has accepted.

The EEC members said they were now ready to give Poland fresh economic aid as a show of support for the present government's more liberal policies, while warning the Soviet Union not to intervene. Another statement repeated their hard-line opposition to the Soviet intervention in Afghanistan. And in recent months the Common Market countries have jointly imposed sanctions against Iran over the U.S. hostages and voted together on many major UN issues.

When it was reported last month that President Reagan might make sweeping cuts in U.S. foreign aid, it took the EEC countries only two days to organize a joint protest.

An important reason the Europeans have found it relatively easy to start forming a common front on foreign policy issues was their impatience with what they perceived as former President Jimmy Carter's inept and indecisive handling of world affairs.

Another reason, in the view of European diplomats at the meeting, is that France has now become seriously concerned about the Soviet Union's expansionist aims and is seeking to cooperate more closely with its European neighbors.

The unanswered question is whether Europe will be able to continue developing its own foreign policy now that President Reagan has come to power. The Reagan administration views Europe's Middle East initiative with suspicion and is less sympathetic than the Europeans to a North-South dialogue between rich and poor nations. Moreover, European leaders are fearful that the Americans might rekindle a Cold War with the East.

P.L.

HISTOIRE DE L'EUROPE



L'Europe: essor



apogée



déclin

de PIETRO GERBORE

I^o partie

L'origine du terme grec Europe est inconnue. On l'appliqua, tout d'abord, à la Grèce centrale; puis à toute la terre ferme grecque et, plus tard, à la masse territoriale située derrière elle. Aucun des auteurs qui ont écrit l'histoire de l'Europe et que nous avons lus, n'a éprouvé le besoin de contrôler qui, le premier, et en quelles circonstances, l'a utilisé pour désigner le minuscule promontoire qui s'avance, à partir du continent asiatique, dans la direction nord-ouest.

Il est un fait que ce continent était un nouveau venu au sein de la civilisation occidentale et que ses habitants tardèrent à émerger de la barbarie.

Une couche de glace couvrait le Nord, le Sud n'était que montagne et toundra, le Sahara encore une prairie au climat tempéré. C'est là qu'apparut l'homo sapiens, qui vivait en ravageant les troupeaux avec des lances et des arcs et qui dessinait, dans ses cavernes, avec un naturalisme aux couleurs vives, les animaux qu'il espérait capturer: ses dessins étaient magiques. Entre-temps, la glace se retirait et le pêcheur se substituait au chasseur. Le climat tempéré se déplaçait graduellement vers le Nord et la végétation en ressentait les conséquences: bouleaux et chênes poussaient à la place des conifères; mais le Sahara se transformait en désert. L'homme et l'animal se rapprochaient l'un de l'autre.

Au Proche-Orient, dans l'Europe de l'Est et en Afrique du Nord, commençait la «révolution néolithique». L'homo sapiens devenait cultivateur et éleveur, il n'était donc plus nomade; les habitudes sédentaires contribuaient à développer l'artisanat. L'Europe occidentale restait en arrière.

Néanmoins, la civilisation néolithique avançait de l'Anatolie, des Balkans et du Sud: une société rurale remontait le Danube, se répandait en Ukraine et en Galicie. De pacifiques agriculteurs danubiens cultivaient des céréales, construisaient des villages, commençaient à coloniser et à peupler un continent.

Ex oriente lux: alors que l'aube se levait sur l'Europe néolithique, le soleil de l'âge

du bronze commençait à éclairer le Proche-Orient et les Balkans. L'Europe que nous habitons doit les bases de sa civilisation aux peuplades qui vivaient entre le Nil et l'Euphrate. Elles découvrirent, entre 5 000 et 3 500 av. J.-C., l'usage du cuivre; elles construisirent des charrues, des jougs pour les boeufs, des chars pour le transport; elles inventèrent la voile et apprirent à irriguer la terre. Puis, sous la pression de leurs inventions, elles entreprirent la «révolution urbaine». Vers l'an 3 500 av. J.-C., les premières métropoles se coagulèrent, basées sur une économie complexe; vers 2 700 av. J.-C., l'écriture se développa à partir des sceaux et des pictogrammes; les nombres et les mesures furent inventés. Un commerce actif de métaux et de bois, d'or et d'argent, d'articles de luxe faisait vivre des cités de 40 000 habitants.

Les bases de la civilisation européenne se formèrent donc au Proche-Orient: l'écriture, la comptabilité, une science empirique, l'art et l'architecture, un mode de vivre matérialiste mais évolué.

La spéculation abstraite fut le premier grand apport de l'Europe occidentale.

LA PENSEE

La civilisation grecque fut la composante d'une tradition minoenne-mycénienne (âge du bronze) et de l'influence d'envahisseurs indo-européens (âge du fer) qui provenaient des Balkans, de l'Europe centrale et des steppes de l'Europe méridionale. La toile de fond de la scène était minoenne, un produit du commerce de l'huile et du vin, des métaux et du bois avec l'Egypte et le Moyen-Orient. L'art et l'architecture minoens étaient à la fois orientaux et européens et les palais étaient autant des entrepôts que des forteresses. L'apport mycénien, qui remonte au XIV^e s. av. J.-C., était indigène bien que sujet à des influences minoennes. Les régnaux étaient des guerriers barbares, chefs d'une aristocratie militaire, qui accueillait des bardes et des artistes.

Le passage du bronze au fer fut une deuxième révolution. Comme le fer était abondant et bon marché, les jours fastes de l'aristocratie touchaient à leur fin. L'infanterie remplaçait le héros combattant sur un char et le petit cultivateur devenait la colonne vertébrale d'une armée. L'usage du fer dans l'agriculture provoqua une augmentation de la productivité et de la population.

Les envahisseurs venus du Nord se trouvèrent en face d'un monde en ruines; mais dans les îles, la reconstruction fut plus rapide et c'est là que naquit la civilisation grecque. Les premiers philosophes trouvèrent leurs maîtres dans les Cours des tyrans (de «turannos»), qui devaient leurs richesses au commerce et à la piraterie. L'initiative intellectuelle passa des îles sur le continent uniquement après qu'Athènes et Corinthe eurent développé leur commerce d'exportation. L'originalité du progrès intellectuel grec reflète l'adaptabilité et la vigueur des envahisseurs et la force des vieilles traditions levantines. La philosophie grecque contenait des restes des conceptions d'une société aristocratique et militaire, justifiait l'esclavage et méprisait le travail manuel. Elle était la première expression indépendante du génie européen, le premier effort dans la création d'une méthode scientifique. Les penseurs grecs découvrirent un premier instrument extrêmement puissant, la capacité d'abstraction et d'observation impartiale. La lucidité, l'évaluation passionnée des faits, la tolérance des idées nouvelles et la forme constructive de la pensée sont des héritages fondamentaux de la Grèce pour l'Europe.

Il s'était déjà formé et répandu, au IV^e s. av. J.-C., une brillante civilisation européenne. Elle était fondée sur l'esclavage et limitée à une minorité; le prolétariat rural et la population indigène en étaient exclus. La population s'accrût jusqu'à la moitié du II^e siècle; les cours et les académies furent les centres de la vie intellectuelle; un formidable trésor de sciences s'était accumulé et la sphère de la civilisation s'était amplifiée. C'était un monde dynamique et cosmopolite où se produisait un mélange sans précédents de races et de langues. La variété, l'esprit d'initiative et la vastité de la culture hellénique en faisaient un phénomène nouveau.

Dans les villes de la Syrie et du continent grec, les hommes de génie avaient formulé les termes et les catégories de la pensée occidentale et avaient découvert de nouveaux horizons du savoir.

Le génie juridique et administratif de Rome permit à la civilisation grecque de se diffuser et de survivre. Les Romains étaient, eux aussi, des indo-européens, qui avaient pénétré dans la péninsule avant l'âge du fer, en emportant avec eux la vigueur et la liberté des steppes. Les qualités qui manquaient aux Grecs s'affirmèrent au cours des siècles: le sens de la politique, en tant qu'art et technique, la capacité de créer un droit pratique, souple et universel. Tout comme les Grecs qui avaient formulé les termes et les catégories de ce qui est, aujourd'hui encore, la pensée européenne, les Romains combinèrent cette forme de génie avec une autre non moins déterminante en Europe, la capacité de concevoir et de dicter un système de lois qui, de nos jours encore, inspirent les codes occidentaux. Les Grecs étaient trop individualistes, trop mobiles, trop impressionnables pour donner aux collectivités politiques une organisation stable et durable: c'est ce que firent les Romains, malgré leurs bouleversements périodiques. Les Romains donnèrent à l'Europe l'exemple de l'Etat qui n'était ni une tribu errante, ni un temple associé à un marché, ni une ville déchirée par les factions, mais une res publica, dans laquelle une tradition juridique, administrative et militaire survivait à chaque tempête.

Les collections de lois et de maximes rédigées sur ordre de l'Empereur Justinien inspireront les auteurs du Code Napoléon et resteront en vigueur en Allemagne jusqu'en 1900.

Les Romains avaient traduit les idées grecques dans une langue particulièrement adéquate pour les rendre concrètes et claires, en mesure d'être diffusées universellement. Le droit romain offrit à l'Europe un modèle de rapports humains, valable chez tous les peuples qui avaient atteint un certain niveau de civilisation.

LA REVOLUTION CHRETIENNE

Alors que la culture classique commençait déjà à décliner et que la société de gouvernement se désagrégeait et que l'Occident semblait être abandonné à des barbares et des masses prolétariennes bouleversées, une religion venue de l'Orient, qui pénétrait, depuis quelque temps déjà, toutes les couches de la population, créa un ordre nouveau. Bien que définie dans les termes de la théologie hébraïque et imprégnée d'une mythologie et d'une intransigeance inacceptables et intolérables dans le monde classique, cette religion portait en elle la «bonne nouvelle», un Evangile de rédemption et de charité qui était «idée-force». C'est là que se trouvait l'origine d'une nouvelle révolution. Le sentiment de l'omnipotence et de la non-scrutabilité d'un Dieu universel, de la vie comme mystère, venait de sources hébraïques. Lors de la période hellénistique, la religion d'Israël s'était approfondie et étendue mais avait également subi l'influence du milieu. Et maintenant, au milieu de la dissolution générale d'un empire et d'une société, cette nouvelle foi progressait comme une masse de neige qui, descendant vers la vallée, recueille en elle tout ce qu'elle rencontre.

L'enseignement de Jésus reposait sur une interprétation personnelle du Royaume des Cieux. Dans les Evangiles, ce n'était plus le Royaume messianique où le peuple élu aurait gouverné le monde, mais bien le Royaume de la Vie éternelle réalisé à la lumière d'une paternité de Dieu universelle et bienveillante. Comme tous les hommes étaient des fils de Dieu, l'homme devait aimer son prochain comme soi-même: Dieu était le père universel. Cette «bonne nouvelle» renfermait la conviction de la bonté de l'ordre de la vie et de la valeur de la personnalité humaine. Dans les Evangiles, l'acceptation de la vie se combinait à l'expérience mystique. La perspective pour l'humanité et les valeurs de la vie se transformaient: il y avait là une qualité dynamique qui révolutionnait la civilisation européenne.

Les sources pouvaient avoir été hébraïques, mais la langue et la pensée des Grecs avaient donné une première forme à ces idées-force. Rome les latinisa. Le Christianisme se romanisa, s'enveloppa de la langue et de l'organisation de la res publica; l'Evêque de Rome remplit une vacance de pouvoir, l'Eglise se romanisa et, comme le droit justinien qu'elle adopta, devint «catholique», c'est-à-dire universelle.

L'Europe était en train de se cristalliser. La Grèce lui avait donné la pensée méthodique, Rome la loi égale pour tous et universellement valable, la nouvelle Eglise lui ouvrit des horizons moraux.

LES BARBARES

Du V^e s. av. J.-C., jusqu'à la première croisade, l'Europe fut un monde assiégé, divisé, réduit à la défensive. L'Empire s'était brisé. Byzance, toujours restée dans la sphère de l'hellénisme, devenait le centre d'une civilisation statique. L'Asie Mineure était perdue et, avec elle, les rives septentrionales de l'Afrique. Maintes fois saccagée, Rome restait néanmoins le palladium d'une civilisation expansive, destinée à en faire pour des siècles la métropole de l'Europe latinisée. Grâce à son influence, un nouvel empire occidental de langue latine était en train de mûrir. Les Slaves recevront le Christianisme de Byzance, les Germains de Rome. Après la chute de Byzance, Moscou s'élèvera comme troisième Rome. Jusqu'en 1804, l'Allemagne restera le Saint Empire Romain de la nation allemande. L'histoire de l'Europe, comme le dit von Ranke, fut une synthèse de latinité et de germanisme.

Après la Grèce et Rome, les peuples nordiques ouvrirent une troisième phase de l'unification européenne dans une civilisation syncrétiste.

A la fin du VI^e siècle, les Francs étaient les maîtres de la Gaule, les Visigoths de l'Espagne, les Vandales de l'Afrique septentrionale, les Goths de l'Italie. Les Longobards s'y infiltraient. Le processus était graduel: les condottieres de ces peuples ne visaient pas à liquider l'Empire, mais à s'en tailler de bonnes parts pour eux, sans défier l'autorité nominale de l'Empereur de Byzance, tout en s'en rendant, toutefois, indépendants. Le prestige social des anciens titres se prolongeait et les envahisseurs rêvaient de s'en parer comme ils aimaient s'allier à des familles romaines. Les envahisseurs étaient relativement peu nombreux, ils avaient besoin de la collaboration d'administrateurs instruits par ceux qui les avaient précédés.

Une nouvelle menace se profila au cours du VII^e siècle: les Arabes qui avaient balayé la civilisation hellénistique en Asie Mineure et en Afrique du Nord, conquéraient l'Espagne, mais devaient reculer à Poitiers devant les Francs. Ces derniers s'élevèrent au rang de sauveurs de l'Occident et de l'héritage de Rome. C'est ici que l'on trouve la clef de l'histoire européenne au Moyen Age. Le fils du vainqueur de Poitiers s'allia à l'évêque de Rome et le petit-fils Charlemagne ceignait la couronne impériale. C'est ainsi que l'initiative politique passait à une nation germanique et que le creuset de l'Europe chrétienne et latinisée se transférait de Rome vers les régions nord-occidentales. Mais la tradition impériale était sauve; les missionnaires chrétiens avaient encore sauvé la culture latine et jeté les bases d'une première renaissance au XII^e siècle.

UNE EUROPE CHRETIENNE

Un sentiment profond de l'unité dans l'ordre européen domine les siècles qui ont suivi la restauration de l'Empire d'Occident. Il vient s'y ajouter le respect de la loi, qui est un héritage de Rome, protégé par le Pape.

La société était cosmopolite, ses leaders intellectuels étaient des prélats non moins

intellectuels, dont la langue était universelle - le latin. La structure politique se basait sur l'unité chrétienne: l'idéal d'un ordre européen se reflétait dans la philosophie du thomisme, dans la conception d'un empire européen séculaire tel que l'évoquait Dante dans *De Monarchia*. Les deux principales institutions, l'Empire et la Papauté, tiraient leur origine de l'antiquité: l'un et l'autre étaient acceptés comme la toile de fond politique universelle de la société. Le Christianisme reflétait un ordre divin, dont le souverain pontife représentait l'aspect spirituel et l'Empereur le séculaire. Il pouvait y avoir un conflit entre eux deux, parce que la Papauté ne renonçait pas à ses évêques comme pasteurs, de même que l'Empire ne pouvait pas se dispenser de leurs services en tant qu'administrateurs de la communauté politique. Mais le sentiment de l'unité européenne cimenté par la religion survivait au conflit.

Cosmopolites, également, étaient les ministres de l'Évangile, les Chevaliers qui combattaient, en Espagne ou sur les frontières orientales de l'Empire ou au Levant, contre les Infidèles ou les païens. Leur patrie était l'Europe chrétienne. Cosmopolites étaient, eux aussi, les hommes qui créaient une nouvelle culture.

La Curie papale était dépositaire de la tradition romaine. Sous le pontificat d'Innocent III, elle fut le centre des affaires légales de la chrétienté, une organisation administrative qu'aucun autre gouvernement ne possédait. C'est là qu'affluaient de tous côtés des savants et des hommes d'affaires. La splendeur du rituel, la richesse et la pompe du Saint-Siège éblouissaient et parfois offensaient les pèlerins. Dans une société statique, les pèlerinages à Rome ou aux sanctuaires étaient la seule occasion pour connaître l'Europe. Une nouvelle poésie jaillissait des essaims de clercs errants. Les nouvelles écoles de Droit à Naples et à Bologne formaient des administrateurs de la chose publique en France et en Allemagne.

Les bases du savoir avaient été préservées pendant la période carolingienne: avec l'expansion économique du XI^e siècle, commença une renaissance qui atteignit son point culminant aux XII^e et XIII^e siècles. Son cadre fut la «scolastique», un rationalisme strictement logique et radical sans base expérimentale, provenant d'un acte de pure foi. Elle supposait l'étude du latin, de la langue franque de la haute culture et clé de celle-ci. Les écoles des monastères et des cathédrales enseignaient la grammaire, la rhétorique [ou art de la composition] et la logique élémentaire, le trivium; il y faisait suite le quadrivium, c'est-à-dire la musique, l'arithmétique, la géométrie et l'astronomie. De Canterbury à Monte Cassino, tel était le curriculum pédagogique de l'Europe qui donnait accès aux sphères les plus élevées du savoir. Dès le XII^e siècle, dans toute l'Europe occidentale, et en France spécialement, les jeunes générations manifestaient un appétit culturel comparable à celui des Grecs au V^e s. av. J.-C. Il se modelait des tendances nationales: l'esprit français était logique, précis, droit; celui des nordiques se détachait avec une vigueur crue. Dès le XII^e siècle, se développait à Paris l'Universitas, une association de maîtres et de disciples sous le patronage de l'Évêque qui, après un examen, accordait aux maîtres l'autorisation d'enseigner. Le cours préliminaire s'appelait «Faculté d'Arts» et comprenait la philosophie; d'autres «facultés» enseignaient la théologie, le droit canon et la médecine. Ce système éducatif se répandait dans tout l'Occident. Dès le XI^e siècle, une école de droit était fondée à Bologne. En 1224, il fut créé à Naples une Universitas; une autre à Prague en 1348. Comme il n'y avait pas de manuels, l'enseignement était oral et l'art de la dispute florissait, ce qui conférait élégance et souplesse au latin.

C'est à Ernst Robert Curtius que revient le mérite d'avoir démontré que les courants de la pensée moderne remontent au XIII^e siècle.

LES DECOUVERTES GEOGRAPHIQUES

L'expansion océanique fut l'inversion de la conquête musulmane dans la péninsule Ibérique. Les étapes de la Reconquista constituent la toile de fond des grandes découvertes.

L'écroulement du Califat de Cordoue, après 1002, ouvre le centre et, par suite, le sud de la péninsule; la conquête de Lisbonne en 1143 donne un port sur l'Atlantique où le gothique du Nord et l'art mozarabe du Sud se rencontrent; la capture de Séville permet l'ouverture au commerce entre le Nord et le Sud du détroit de Gibraltar. L'expansion du commerce italien dans l'Atlantique et la confluence d'entreprises et de capitaux étrangers au Portugal sont une stimulation pour la conquête de Ceuta (1415).

Entre cette dernière date et la mort de l'Infant Don Enrico (1460), l'imagination portugaise, enflammée par la légende de Prete Giovanni et par le livre de Marco Polo, poursuit le rêve d'une route maritime vers les Indes qu'auraient empruntée des évangélisateurs et des commerçants. La demande croissante d'épices et les droits prélevés par les Egyptiens stimulaient la fantaisie de navigateurs toujours plus experts. D'autres expéditions avaient déjà atteint le cap de Bonne Espérance (1488), quand, en 1497, Vasco de Gama leva l'ancre de Lisbonne. Ce fut lui qui découvrit la route si convoitée. Mais un commerce régulier supposait, au départ, une victoire sur les Musulmans qui le monopolisaient et elle fut remportée lors de la bataille navale de Diua (1509). Six ans plus tard, le pouvoir portugais sur les Indes était incontesté. Chemin faisant, ces intrépides navigateurs avaient découvert le Brésil.

Entre-temps, les Espagnols mettaient pied en Amérique centrale. Colomb cherchait, lui aussi, une route directe vers les Indes et mourut convaincu d'y être arrivé à brève distance. Mais le premier des grands conquistadores fut Vasco Nunez de Balboa, qui arriva sur les côtes du Pacifique.

Et c'est ainsi qu'apparut en Europe un nouveau type humain: l'explorateur. Comme le soldat mercenaire, le peintre, le sculpteur ou l'orfèvre, lui aussi était cosmopolite, prêt à servir qui le payait: les Cabotto étaient des Vénitiens au service du roi d'Angleterre; Colomb était un Génois prêt à naviguer pour la France ou pour le Portugal; Verezzano, florentin, porta le drapeau français sur le continent américain; Magellan, portugais, navigua sous le drapeau espagnol. En 1608, Henry Hudson partit d'Amsterdam au service de la Compagnie Hollandaise des Indes orientales. Plus tard, l'English Hudson's Bay Company dut son existence à deux Canadiens français. Nationaliste dans le commerce et les financements, l'expansion transocéanique était une opération «européenne» conduite par des princes et des hommes de gouvernement et dans l'esprit desquels commençait à mûrir un esprit «nationaliste».

Les connaissances géographiques de l'Antiquité, bien que plus vastes que celles possédées au Moyen Age étaient, cependant, des plus limitées. C'est pourquoi lorsque Colomb découvrit, par inadvertance, l'Amérique, la vision du monde, chez les Européens, se transforma: une nouvelle révolution commençait dans tous les domaines. Les Portugais se mirent à bâtir un empire maritime et commercial dans les Indes du Sud. L'Espagne, une monarchie militaire, profondément conservatrice, animée par le zèle des Croisés, découvrait des mines inépuisables d'or et d'argent dans un monde nouveau. Ces découvertes géographiques et l'avancée ottomane vers le Danube changeaient la situation économique de l'Europe. La prépondérance commerciale se déplaçait de la Méditerranée vers les côtes de l'Atlantique et la balance de la puissance s'altérait. C'était là le prélude de l'expansion de l'Europe dans le monde, de la prépondérance politique et économique des pays du Nord, de la décadence des peuples de la Méditerranée.

Au cours des XIV^e et XV^e siècles, de nouvelles personnalités historiques se mirent à émerger de la grande communauté théologique et morale de l'Europe chrétienne, représentée dans l'Empire: deux d'entre elles, le Portugal et l'Espagne, élargissaient maintenant les horizons de l'humanité, créaient de nouvelles richesses. Au cosmopolitisme des navigateurs faisait pendant le «mercantilisme» des Etats qui les engageaient. Cela aussi était une nouvelle vision de la res publica: un Etat voulait se rendre indépendant du point de vue économique vis-à-vis de ses ennemis potentiels et de ses amis douteux et le commerce apparaissait comme un moyen pour arriver à ces fins. L'esprit national qui s'était formé en France lors de la guerre de Cent Ans contre les Anglais, en Espagne et au Portugal au cours de la reconquête des terres occupées par les Musulmans, et qui se propagera, au fil des ans, dans les Iles Britanniques, agissait dans le domaine économique sous une forme de privilèges et de monopoles, de contrôle des importations et des exportations. La

préoccupation principale devenait la thésaurisation des métaux précieux en contrôlant sévèrement la balance commerciale. Une «Europe mercantile» émergeait de l'Europe chrétienne; l'Etat national, en agissant dans le domaine économique, aspirait, par dessus toute autre chose, à augmenter sa puissance, sa richesse et sa prospérité.

La mise en place de monopoles commerciaux était un défi lancé aux navigateurs des pays exclus des découvertes. Et les corsaires, et même les pirates, étaient une réponse à ce défi. De nouvelles rivalités divisaient les nations.

Entre-temps l'or et l'argent provenant des mines de l'Amérique espagnole bouleversaient l'organisation sociale de l'Europe: la société féodale, fondée sur la possession de la terre était remplacée par une société de commerçants et de banquiers. Malgré les interdictions d'exportation, l'or de l'Amérique espagnole circulait en Europe et contribuait à l'augmentation des prix et permettait aux Habsbourg de financer des guerres de religion.

L'historien Ramon Carande a démontré combien une bonne partie des fortunes accumulées par le patriciat génois provenait du financement (à des taux usuraires) de ces guerres pour l'unité chrétienne.

LA RENAISSANCE

Deux mille ans avant la découverte de l'Amérique, il s'était formé, dans les îles de la mer Ionienne, une nouvelle vision du monde, un esprit d'observation impartial et méthodique, qui culmina plus tard dans les oeuvres d'Aristote. C'est cette curiosité objective qui avait élevé l'homo sapiens au-dessus de la civilisation matérialiste du Proche-Orient et en avait fait un être pensant. Nous rendons justice, aujourd'hui, à ceux qui préservèrent les trésors de la pensée grecque et les emportèrent avec eux dans leur conquête de la Méditerranée: les Arabes. La découverte des écrits grecs, qui est à l'origine de la renaissance de cette précieuse culture ne date pas de l'arrivée de prélats grecs aux conciles de Ferrare ou de Florence (comme on le croyait jusqu'à hier), mais de la conquête de Tolède (1085): l'Europe retrouva, dans ces bibliothèques, les penseurs et les savants grecs, elle lut Averroès et ses commentaires sur Aristote en langue arabe.

Dès le XIII^e siècle, la réception d'Aristote et l'assimilation des idées arabes avaient secoué le dogmatisme dans lequel l'Occident avait préservé la culture antique. Les hérésies se multipliaient. A la fin de ce siècle, une culture laïque, en langue vulgaire, existait déjà en Italie. Frédéric II préfigura les principes de la Renaissance; c'était un réaliste sceptique et avide d'idées nouvelles qui accueillit les savants grecs, arabes et juifs. Il est donc permis de parler d'une pré-Renaissance médiévale comme successeur laïque du thomisme cosmopolite répandu dans toute l'Europe mais qui, réinterprété pénétrait partout et posait les bases d'un grand mouvement intellectuel qui culmina au XVI^e siècle. Alors qu'au XII^e siècle c'est un esprit réformateur qui avait prévalu et qui s'était manifesté dans les hérésies, cette pré-Renaissance était conservatrice, interprétait le savoir antique avec un esprit nouveau et annonçait les découvertes scientifiques. Suffoquée en Italie, elle franchissait les Alpes et malgré guerres de Religion elle préservait l'individualisme, l'objectivité, le scepticisme propres aux antiques penseurs grecs.

Jacob Burckhardt a décrit, dans des pages classiques, la civilisation de la Renaissance, mûrie en Italie et imitée dans toute l'Europe. L'Etat se sécularisa, devint une «oeuvre d'art»: dans son tableau se modelèrent de nouveaux types humains et de nouvelles formes de vie, une nouvelle technique politique, une nouvelle théorie qui décrivait le Bien et le Mal avec les critères de la raison. La Realpolitik naquit en Italie et trouva des disciples en Espagne (Ferdinand d'Aragon), en France (Louis XI, de Commines), en Allemagne (Maximilien I^{er}). Les restes de l'Europe chrétienne survivaient dans les figures de Charles le Téméraire et également d'Isabelle de Castille; chez Charles-Quint, petit-fils des deux, cette Europe fut l'étendard d'une politique dynastique. Quand il partagea l'Empire entre son fils et son frère, l'évolution de l'Europe dans le sens des Etats

nationaux était accomplie. Là où son père ne s'était exprimé, de préférence, qu'en français ou en latin, Philippe II ne connut que l'espagnol. Néanmoins, jusqu'à la fin du XVI^e siècle, l'espagnol prévalut en Europe, tandis que l'italien, héritier du latin, défendait sa suprématie à la Cour de Vienne.

L'ETAT NATIONAL

Un ambassadeur polonais tint, à la Cour de Charles IX, roi de France, un discours en latin. Quand il eut fini il lui fut déclaré que personne ne l'avait compris, car le polonais était une langue inconnue à la Cour de France.

Au cours des derniers siècles, une dynamique spontanée avait agi chez les peuples européens et les avait différenciés et marqués de façon indélébile. Une de ces différenciations résidait dans l'accent tonique, dans l'intonation de la voix et elle remontait des couches inférieures pour pénétrer dans l'Eglise et les Cours. Le latin ne pouvait plus être la langue de la chrétienté, parce que chaque peuple le prononçait d'une façon différente. Et par suite de la sécularisation de l'Etat, la différenciation dans la langue dans les coutumes et, pour finir, également dans le mode de concevoir Dieu et les rapports avec Lui et le monde se poursuivait. L'Europe s'étendait sur la surface du globe, donnait de l'élan à des sociétés transocéaniques qui la reflétaient, mais se divisait dans son sein.

La société antique et celle de l'Europe moyenâgeuse avaient poussé dans le double cadre d'une communauté urbaine et d'un empire cosmopolite. Tant l'Empire Romain que le Christianisme Médiéval avaient préservé l'idéal d'une civilisation unique et commune à tous. Maintenant, la carte de l'Europe se couvrait de nouveaux Etats qui parlaient leur propre langue et étaient dirigés par des gouvernements centralisés, qui ne reconnaissaient aucune autorité supérieure ni n'admettaient que la leur leur soit usurpée. Les Habsbourg en Espagne, les Bourbons en France mataient les feudataires rebelles; en Angleterre, cette société s'était suicidée dans une guerre entre deux factions. Il n'y a qu'en Allemagne que se perpétuait l'anarchie féodale; mais au Nord, le Brandebourg commençait à mûrir.

La monarchie absolue était une étape vers l'ordre interne, l'uniformité de l'administration et de la justice. Un de ses aspects étaient les armées permanentes qui endossaient des uniformes qui les différenciaient; ces armées étaient encore de métier et se basaient sur l'infanterie, qui agissait avec la masse et le feu concentré. La cavalerie, arme par excellence des seigneurs du Moyen Age, ne jouait plus désormais qu'un rôle secondaire.

Parallèlement à l'unité de l'empire cosmopolite, se brisait celle de la foi. Le latin avait été la langue du Christianisme Médiéval. Pétrarque avait pressenti l'importance du grec, mais n'était pas allé au-delà de l'alphabet. L'étude généralisée du grec date de la chute de Constantinople. Le Christianisme Médiéval avait lu la Bible dans la traduction de saint Jérôme. Des humanistes, tels que Melanchthon, lurent la Septuaginte et les Evangiles dans le texte original. Une critique biblique naquit spontanément et un moine rebelle à l'ordre romain pensa que cette lecture devait être rendue accessible à l'homme commun. Martin Luther traduisit les textes sacrés dans un des nombreux idiomes pratiqués en Allemagne, dans celui déjà utilisé dans la Chancellerie impériale à Prague et créa ainsi une langue littéraire de la nation. Un autre rebelle, français celui-ci, Calvin imita son exemple et la lecture individuelle des Saintes Ecritures se propagea. Chacun voulait y trouver sa propre foi et s'unir à ceux qui la partageaient. C'est ainsi que se multiplièrent les «confessions»: augsbourguienne, helvétique, genevoise. Des sectes, comme les anabaptistes, alimentaient la confusion.

Le Prince, qui personnifiait le nouvel Etat, ne pouvait pas rester étranger et indifférent à ce conflit entre les différentes fois.

(à suivre)

L'Europe de la santé

VERS L'EUROPE DE LA SANTE

L'exercice des professions médicales et paramédicales est soumis, dans tous les pays de l'Europe, à des conditions d'études strictes qui sont attestées par la délivrance de diplômes nationaux. Pour faciliter l'accès à la profession d'un ressortissant originaire d'un autre pays membre, les textes adoptés par les ministres européens prévoient une reconnaissance réciproque des diplômes nationaux, sur la base de normes minimales de formation qui doivent garantir la qualité traditionnelle des soins. Les directives communautaires concernent cinq professions du secteur de la santé:

Les médecins: depuis décembre 1976, diverses directives européennes, proposées en 1969 et adoptées en 1975, permettent aux 500 000 médecins de la Communauté - spécialistes ou généralistes, qui travaillent comme professions libérales ou comme salariés - de s'établir et de pratiquer leur profession dans n'importe quelle région de la Communauté. La formation de base des médecins diplômés doit comprendre au moins six ans d'études supérieures ou 5 500 heures d'enseignement théorique et pratique. Le contenu des programmes n'est pas spécifié. Quant aux spécialistes, ils doivent avoir suivi une formation complémentaire de trois à cinq ans.

Les infirmiers: depuis juin 1979, quelques directives, proposées en 1969 et adoptées en 1977, permettent à environ 700 000 infirmiers et infirmières responsables des soins généraux d'exercer librement leur activité dans toute la Communauté. Leur formation doit comprendre au moins dix ans d'école primaire et secondaire et trois ans ou 4 600 heures de formation professionnelle, en particulier sur un programme d'études minimal identique dans tous les pays de la Communauté.

Les dentistes: diverses directives, proposées, elles aussi, en 1969 et adoptées en 1978, imposent depuis décembre 1979 aux Etats membres de reconnaître les diplômes d'environ 100 000 experts de l'art dentaire. Les textes prévoient une partie commune de matières à enseigner dans tous les pays de la Communauté pendant au moins cinq ans d'études supérieures. Comme il n'existait pas en Italie un diplôme spécifique de dentiste, il a été accordé à ce pays un délai supplémentaire de quatre ans et demi pour organiser une formation appropriée. Il faudra donc attendre jusqu'en juin 1984 pour son application en Italie, quand les directives communautaires introduiront une séparation nette entre l'art dentaire et la médecine générale.

Les vétérinaires: les 400 000 vétérinaires de la Communauté ont vu, en décembre 1980, leurs titres reconnus sur la totalité du territoire de la C.E.E. C'est le résultat de l'approbation, en 1978, des directives proposées en 1970. La formation des vétérinaires doit comporter cinq ans d'études de base (chimie, biologie, physique, etc.) ainsi que des matières spécifiques.

Les obstétriciennes: en janvier 1983, grâce à quelques directives proposées en 1970 et adoptées au début de 1980, les obstétriciennes, elles aussi, pourront exercer leur pro-

fession dans toute la Communauté, à condition qu'elles aient suivi une formation spécialisée d'une durée variant de 18 mois à trois ans, selon que cette formation complète ou non un diplôme d'infirmière et une certaine durée d'expérience professionnelle. La formation spécialisée doit comprendre l'enseignement d'un certain nombre de matières de base, mais peut y suppléer une expérience professionnelle d'au moins trois ans au cours d'une période transitoire qui tend à protéger les droits acquis. Ces variantes différentes ont permis de surmonter les obstacles créés par les grandes divergences existant entre les systèmes de formation et ont garanti, en même temps, l'installation libre et la qualification du personnel expatrié.

On s'est souvent plaint de la lenteur avec laquelle il est procédé à la reconnaissance mutuelle des diplômes et des qualifications professionnelles au sein de la Communauté. Il est vrai que, dans de nombreux cas, il s'est passé une longue période entre la présentation des propositions de la Commission européenne et leur acceptation par les ministres. Mais les problèmes à résoudre, en particulier sur le plan de la formation, étaient souvent complexes. Il a cependant été enregistré des progrès certains au cours de ces dernières années; ils contribuent à donner à l'Europe un visage plus humain au bénéfice d'un nombre croissant de citoyens, tant pour les catégories professionnelles que pour le nombre des pays intéressés.

L'artisanat européen va-t-il rénaître?

Protéger les métiers artisanaux traditionnels c'est non seulement sauvegarder un patrimoine de connaissances et d'expériences absolument unique et irremplaçable, mais aussi contribuer au développement économique et à la résorption du chômage, surtout des jeunes. C'est le sens d'une recommandation que le Comité intergouvernemental pour les Affaires sociales du Conseil de l'Europe vient d'approuver et qu'il appartiendra désormais au Comité des Ministres de l'Organisation des 21 d'adopter définitivement.

En effet, à côté des mesures urgentes et immédiates à prendre en faveur des métiers artisanaux liés au patrimoine artistique et aux traditions populaires, il est proposé l'adoption d'actions plus globales devant améliorer la formation technique et professionnelle des jeunes et des artisans, allant jusqu'à préconiser la création de véritables ateliers-écoles. Des organismes ou services spécialisés devraient être chargés, dans les Etats membres, de la relance et de l'animation des métiers artisanaux, en évitant les pesanteurs administratives qui parfois freinent ou retardent l'action des pouvoirs publics.

Au cours de la même réunion, les experts européens ont poursuivi les travaux pour la définition d'une «stratégie européenne» de lutte contre le chômage, axée sur la protection de l'emploi et l'adaptation constante de l'offre à la demande, moyennant une meilleure qualification et réadaptation professionnelles des travailleurs.

La situation sociale des réfugiés et des personnes bénéficiant de l'asile politique a été également examinée. Un rapport sur les mesures adoptées au niveau des 21 Etats membres et sur les grandes lignes d'une action européenne en faveur de la réinsertion sociale et professionnelle des réfugiés - dont le nombre est actuellement de 560 000 environ en Europe occidentale, auquel s'ajoute un nombre incalculable de personnes qui réclament le bénéfice de l'asile politique (107 000 en République fédérale d'Allemagne en 1980) - sera prochainement rendu public.

Les minorités ethniques - les mal aimées de nos villes

Les nomades et les tziganes, en particulier, ont-ils actuellement le droit de cité dans nos villes? Il est permis d'en douter comme l'ont montré des événements récents. La Commission Culturelle de la Conférence des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe, réunie à Strasbourg la semaine dernière, a formulé des propositions sur ce problème délicat. Elles seront soumises aux quelques trois cents élus locaux et régionaux des «21» qui siègeront en octobre prochain au sein du Conseil de l'Europe. Ces propositions, élaborées par M. Lieuwen, maire de Wierden, Pays-Bas, prévoient notamment:

- de reconnaître aux nomades le droit de vivre parmi nous sur un pied d'égalité;
- d'élaborer un accord européen qui garantirait aux nomades la possibilité de voyager dans les pays membres du Conseil de l'Europe;
- de reconnaître les tziganes comme minorité ethnique en vue d'assurer le respect et la sauvegarde de leur culture et de leur langue.

Une large délégation du III^e Congrès Mondial Rom qui se tiendra à Göttingen (R.F.A.) rendra visite au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe le 21 mai prochain pour approfondir la discussion de ces problèmes.

Protéger la Méditerranée

La protection de l'environnement des régions du Bassin méditerranéen fera l'objet d'une grande Conférence que le Conseil de l'Europe se propose d'organiser dans le courant de l'année 1982.

Lors d'une première réunion du Groupe de travail chargé de la préparation de la Conférence et composé de membres de l'Assemblée parlementaire et de la Conférence des Pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, les sujets suivants ont été proposés comme thèmes principaux de la Conférence:

- l'impact du développement économique et du tourisme sur l'environnement méditerranéen;
- la situation écologique du bassin;
- la coopération internationale dans la région;
- la nécessité d'une concertation inter régionale en matière de lutte contre la pollution et d'aménagement des côtes;
- le rôle des Etats, des parlements et des collectivités locales et régionales dans la protection de la Méditerranée.

Un accord de principe est intervenu pour que des délégués de tous les pays riverains de la Méditerranée, membres ou non du Conseil de l'Europe, soient invités à participer à la Conférence.

Livres reçus

André Reszler, *Mythes politiques modernes*, Les Presses Universitaires de France, 1981.

Cet essai du Professeur A. Reszler de l'Institut Universitaire d'Etudes Européennes de Genève parle des mythes politiques en montrant entre autres, comme «les idéologies n'ont été que des traductions de mythes sous des formes abstraites»:

les mythes anarchistes, qui visent à réconcilier l'idéal égalitaire du socialisme avec la réalité pluraliste, fondamentalement diverse, de l'homme, de sa culture, de ses traditions et de ses aspirations;

la mythologie socialiste, qui veut, tout à la fois très souvent, la révolution, le Progrès, Prométhée, l'âge d'Or, le «peuple», l'homme nouveau...;

le mythe des trois âges, que l'abbé Gioacchino da Fiore (un Calabrais du XII^e s.), en se basant sur la Bible, entrevoit comme l'âge du Père (caractérisé par la peur et la servitude), l'âge du Fils (marqué par la foi et la soumission filiale) et l'âge du Saint-Esprit (l'âge de l'amour et de la libération finale de l'esprit dans sa plénitude), mais que d'autres interprètent d'une manière toute différente. Par exemple, Hegel parle de l'âge de l'enfance de l'humanité (en Orient), l'âge de l'adolescence et maturité (en Grèce et à Rome) et l'âge de la vieillesse (peuples germaniques), etc.;

le mythe du XX^e siècle, où les Germaniques sont à la base de tout renouveau de l'Occident (et Hitler a pris ce mythe comme réalité);

les mythes du déclin, qui soulignent l'abandon des valeurs traditionnelles, la dissolution du lien social, la perte de mémoire collective, l'oubli des coutumes ancestrales, le crépuscule de la civilisation ...;

le mythe de la société nouvelle, où l'on

trouve notamment Marx avec sa formidable et dynamique confusion entre mythe, idéologie, science, philosophie ... et messianisme;

le mythe de l'homme nouveau, qui laïcise, donc trahit, l'expérience de l'homme renouvelé par le message de l'Evangile et offre à sa place l'espérance d'une «société nouvelle» qui façonne un homme nouveau;

le mythe de la mort de l'homme, qui matérialise toutes les valeurs spirituelles et sociales de la communauté considérant que la famille, la femme, les enfants, la propriété ont partie liée avec le système irrationnel de la société;

les mythes du héros, du surhomme, du chef charismatique ...;

les mythes de la race élue, de la classe élue, du parti seul défenseur du peuple ...

Voici quelques extraits du dernier chapitre:

«Ce sont dans les archives du mythe que l'homme politique, l'homme de parti ou le théoricien, puise les récits, légendes ou «faits» historiques, qui lui permettent de fonder sa culture - la culture politique - et de donner au pouvoir qu'il détient ou auquel il aspire sa légitimité, son rayonnement et parfois sa grandeur. Comme il aborde le champ de la politique en prophète, il est condamné à fonder ses anticipations sur le pouvoir du mythe. En effet, celui qui parle de l'avenir s'astreint à raconter une histoire et les histoires sont somme toute là, toutes prêtes inventées une fois pour toutes, en attendant le récitant qui leur donne une actualité nouvelle. S'il est conservateur, il puise dans les récits dits historiques l'événement conservé dans le moule propre à la mémoire des peuples.

S'il est révolutionnaire, il remonte aux temps lointains de la création, au premier âge de perfection sociale dont la chute a détruit les fondations. Chaque époque, chaque société repense, réécrit le mythe en fonction de sa sensibilité, en l'adaptant aux modes culturelles, sociales et politiques qui prédominent en son sein.

«... L'Etat idéologique hitlérien (*l'Ideologiestaat*) est présenté de la façon la plus officielle comme un Etat fondé sur la pérennité du mythe: le Reich millénaire, le Troisième Reich. Plus près de nous, un Somora Machel, président du Mozambique socialiste, intègre dans son programme politique la création d'un nouveau type d'homme, l'homme nouveau. Dans la pensée d'un Karl Marx, par contre, les notions de la crise finale du capitalisme, l'antagonisme du bourgeois et de l'ouvrier ou la notion de la société nouvelle, font partie d'une réflexion théorique et «scientifique» sur la société capitaliste et son évolution prévisible (ou inéluctable, terme qui nous renvoie immédiatement au mythe). Les facteurs mythiques qui forment l'horizon essentiel de la philosophie marxiste et qui cimentent l'édifice du matérialisme «historique» ou «dialectique» sont isolés du contexte originel du mythe. Comme le remarque Mircea Eliade, dans le monde moderne, le mythe est d'habitude laïcisé, fragmenté, voire dégradé. Si cette remarque s'applique dans une certaine mesure aux mythologies criardes des mouvements fascistes du siècle, elle est la clé de l'interprétation du mythe dans les doctrines socialistes...

«... Les grands mythes de l'époque moderne ont rarement pour héros l'individu triomphant - l'homme universel de Burckhardt - ou le «faux héros» - le chef charismatique dont les faits et gestes font l'objet d'une vénération parfaitement orchestrée; le devenir mythique des sociétés a pour héros la personnalité collective de l'élite, le parti, la classe (le prolétariat), le peuple (invariablement limité à un secteur partiel de la société) ou la race. Le mythe du progrès est, par exemple, d'essence collective, même si de la multitude de chercheurs, de savants, d'inventeurs, d'ingénieurs et de «grands capitaines de l'industrie», émergent très clairement des personnalités dominantes comme Semmelweis, Pasteur, Marconi, les frères Wright, Einstein, Rockefeller, Henry Ford, etc. L'épopée du progrès dépasse d'ail-

leurs le cadre étroit de la vie individuelle et englobe l'activité créatrice de plusieurs générations d'hommes, ces derniers se passant le «flambeau» à la manière des coureurs qui forment à plusieurs une équipe sportive. Ici encore, le mythe s'adapte à l'esprit démocratique, égalitaire de l'époque moderne...

«... Les nouveaux mythes politiques ne sont pas les produits d'une activité inconsciente, remarque Ernst Cassirer dans son étude sur le mythe de l'Etat. Ils sont autant de créations artificielles sorties des mains d'artisans habiles et rusés qui ont compris que le mythe se fabrique avec les «mêmes méthodes que n'importe quel autre instrument de guerre moderne comme la mitrailleuse ou l'avion». Si Cassirer met le doigt sur la manipulation savante du mythe par une nouvelle classe politique, il procède peut-être à des généralisations excessives. L'utilisation du mythe à des fins politiques n'appartient pas à titre exclusif aux seuls régimes totalitaires, mais fait partie d'un patrimoine politique commun non respectif des courants idéologiques qui le composent. La manipulation consciente - et nécessairement abusive - ne modifie par les mythes politiques quant à leur fonction essentielle...

«... Le mythe offre aux gouvernants un «levier de commande» à l'aide duquel ils «pèsent sur les égoïsmes individuels» pour les associer à l'action collective. Source unique du phénomène autoritaire, de l'«obéissance consentie», c'est lui qui leur confère la légitimité sans laquelle leur pouvoir de fait ne deviendrait jamais un «pouvoir de droit». Ce n'est pas par hasard que dans l'Etat-nation moderne - et à plus forte raison, dans les Etats totalitaires - l'enseignement du mythe devient une affaire d'Etat. Les mythes du nationalisme sont propagés dès les premières années de l'école primaire, le nationalisme culturel associant les héros de la culture au Panthéon des grands hommes transformés en objet de culte.

A l'individu, le mythe offre une vision cohérente de la société (de son passé, son présent et son avenir) et l'intégration de ses aspirations dans une finalité collective transfigurée par le «merveilleux» d'une vaste entreprise commune».

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

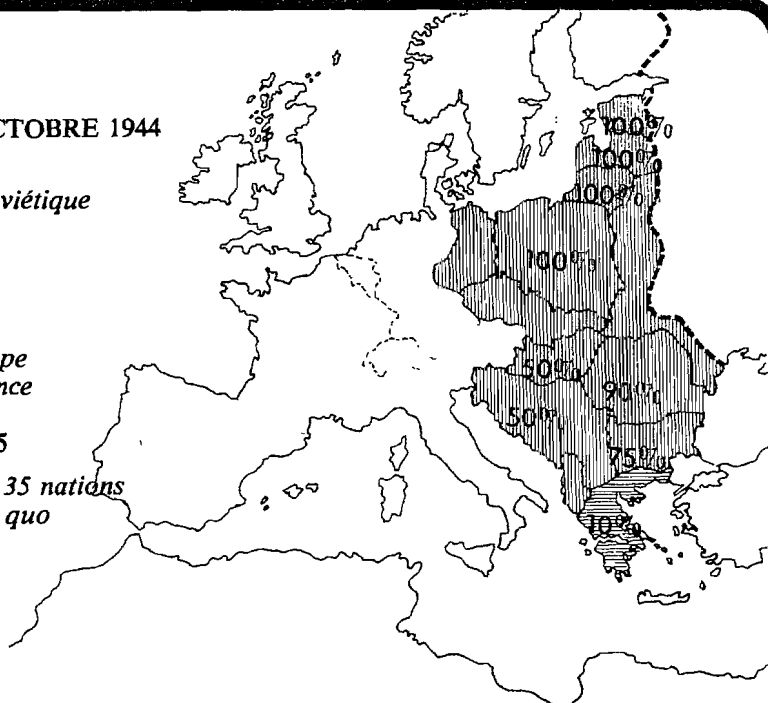
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influence*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>Vittorio Pons: Euro-communisme et soviéto-communisme</i>	1
<i>Le Conseil Européen de Maastricht: Europe, un sommet pour rien</i>	4
<i>Paul Lewis: ECC states seek political unity as economic problems worsen</i>	6
<i>Pietro Gerbore: Histoire de l'Europe - l'Europe: essor - apogée - déclin (I^o partie)</i>	7
<i>Documents du Conseil de l'Europe</i>	15
<i>Livres reçus</i>	18

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11